

« Le temps est venu d'un nouveau Bretton Woods social »

Pour Bernard Spitz, président du Pôle international et Europe du Medef, l'inquiétude des peuples doit inciter Etats, entreprises et syndicats à définir ensemble un nouvel ordre économique et social mondial.

LE MONDE ECONOMIE | 13.01.2017 à 12h16 | Par Bernard Spitz (Président du pôle international et Europe du Medef)



« Le G20 qui se tient cette année en Allemagne peut changer la donne. Il pourrait annoncer son intention de redessiner la trame de la gouvernance mondiale, d'intégrer la dimension sociale au système multilatéral actuel pour plus de cohérence dans l'action, plus de transparence, plus d'efficacité ». (Photo : Le britannique Guy Ryder, directeur général de l'organisation internationale du travail (OIT) au siège de l'ONU, à Genève, le 18 mai 2015). JEAN-CHRISTOPHE BOTT/AFP

Par Bernard Spitz (Président du pôle international et Europe du Medef)

Le monde ne tourne plus rond ; l'économie mondiale non plus. D'un côté, le vent populiste balaye les clivages partisans habituels, boute le Royaume-Uni hors d'Europe et souffle jusqu'à l'autre côté de l'Atlantique. De l'autre, des taux d'intérêt négatifs sans investissement, une création monétaire sans inflation, un chômage de masse qui frappe les plus jeunes et les plus âgés...

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir le lien entre les deux. Il dépasse le rejet de l'échec des gouvernants. Il est tissé par les peurs et la colère que suscitent partout les inégalités face aux progrès techniques et à la mondialisation. Le libre-échange est désormais perçu comme facteur de régression, quand bien même les entreprises qui s'implantent dans les pays émergents y exportent le progrès de leurs modèles sociaux. La perception dominante est celle d'un peuple de perdants face une petite tribu de super-gagnants.

Il n'y avait pas que Podemos à le dire. Des chefs d'entreprises internationales tel Muhtar Kent, l'emblématique PDG de Coca-Cola, ont dénoncé le côté insupportable de certaines inégalités et appelé à activer les leviers économiques et politiques en faveur des exclus du système. L'OCDE et

le FMI ont fait de même. Car, si l'économie de marché est bien le système le plus performant, quel intérêt si seule une minorité en profite ? A fortiori quand cette minorité n'est pas celle du talent, de la création, de la prise de risque...

Lire aussi : « **Une gouvernance appropriée de la révolution technologique est nécessaire** » (/idees/article/2017/01/13/une-gouvernance-appropriee-de-la-revolution-technologique-est-necessaire_5062096_3232.html)

La crise de confiance est sans précédent. Les changements de paradigme en cours suscitent l'enthousiasme de certains et l'angoisse de beaucoup d'autres, avec des clivages géographiques, générationnels et de niveau de développement. Le sentiment d'angoisse pousse nos démocraties à des choix de rupture. Après le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le référendum italien, les prochaines levées du grand chelem populiste n'auront pas forcément lieu. Puisse le scrutin autrichien augurer du résultat des élections en 2017 aux Pays-Bas, en République tchèque ainsi qu'en France et en Allemagne, sans oublier l'Italie. Personne n'est à l'abri.

Une initiative d'envergure

Écoutons ceux qui, parlant de l'Europe, évoquent l'ambiance des années 1930. Car, si tout est différent, il y a des points communs : la recherche de boucs émissaires, l'exécration des élites, le rejet de l'étranger. La résurgence des nationalismes et l'arc électrique du conflit du Proche-Orient qu'amplifie l'intégrisme islamiste nous rappellent la fragilité de l'Histoire.

Il ne faut pas manquer les opportunités. Il faut même savoir les créer. Comme lorsque, après la seconde guerre mondiale, la conférence de Bretton Woods a jeté les fondements d'une nouvelle gouvernance économique et financière mondiale. Ou, récemment, comme nous avons su faire du climat une cause planétaire. Au nom de quoi faudrait-il se résigner à un nouveau cycle de défiance, de déclin, avec au bout la misère et la guerre ?

L'OBJECTIF EST
DE RÉÉQUILIBRER
LA GOUVERNANCE
MONDIALE POUR
UNE CROISSANCE
REPLAÇANT
LE SOCIAL
AU CŒUR
DES ENJEUX

Une initiative internationale d'envergure s'impose à tous. Elle est possible et doit, pour être crédible, répondre à quelques conditions : être globale et juste, offrir des perspectives concrètes, remplir l'espérance d'une vie meilleure pour chacun et pour nos enfants. Son objectif : rééquilibrer la gouvernance mondiale pour une croissance plus inclusive en replaçant le social au cœur des enjeux. Son lieu : le G20 et l'ONU. Ses protagonistes : des leaders reconnus, tels la chancelière Angela Merkel, l'Argentin Mauricio Macri ou l'Indien Narendra Modi, et beaucoup d'autres qui incarnent la résistance face au populisme.

Le G20 qui se tient cette année en Allemagne, après les travaux des entreprises du B20 (Business 20) et des syndicats du L20 (Labour 20), peut changer la donne. Il pourrait annoncer son intention de redessiner la trame de la gouvernance mondiale, d'intégrer la dimension sociale au système multilatéral actuel pour plus de cohérence dans l'action, plus de transparence, plus d'efficacité. Les entreprises, moteurs de la refondation, souhaitent un engagement en ce sens : c'est ce qu'elles ont exprimé dans le cadre des groupes de travail du B20 réunis à Berlin en décembre.

Intégrer la dimension sociale

Pourquoi le G20 ? Parce que, levier de la diplomatie économique multilatérale, il a intégré la dimension sociale dès 2011 lors du G20 de Cannes. Là fut signée la première reconnaissance d'un droit à la protection sociale par les organisations d'employeurs et de salariés de l'ensemble de la planète, reflet du « *socle de protection sociale* » souhaité par Michelle Bachelet dans le rapport du groupe consultatif qu'elle présidait, mis en place par le Bureau international du travail.

C'est du G20 que peut venir l'impulsion politique, l'ONU étant appelée à se saisir de ces objectifs et à animer la réflexion avec les principales agences, au premier rang desquelles l'Organisation internationale du travail et les organisations patronales et syndicales qui la composent.

Comment ? Il faut une conférence, un lieu où dirigeants mondiaux, entreprises et syndicats se

réunissent pour discuter de la manière de réarticuler le social et l'économique et de redonner confiance aux peuples pour enrayer les populismes. Le temps est venu de cette nouvelle entente internationale, d'un nouveau Bretton Woods social. Elle serait le premier acte explicite d'un monde globalisé post-colonial, post-guerre froide et post-populisme.

Quand ? Puisque les G20 allemand et argentin sont lancés, ses membres pourraient s'engager en 2017 à organiser le lancement du processus dès 2018, et se donner alors deux ans pour aboutir.

Le succès de la COP21 à Paris montre la voie. Sortons des schémas établis, de l'univers des experts. La gouvernance moderne ne peut être ni une bureaucratie, ni un chaos dont se nourrissent la crise et les malheurs des populations. Elle doit résulter d'un nouvel équilibre fondé sur la coopération des organisations et des Etats. C'est ainsi qu'elle apportera aux désordres du monde la réponse politique que les peuples attendent.

Bernard Spitz (Président du pôle international et Europe du Medef)